

N°1224

du 23
AVRIL
2019



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Dans le cadre d'un programme régional initié par l'UEMOA

Un projet pilote de forages et d'aménagements hydro-agricoles démarre à Nagbéné, dans l'Oti

P.6 En partenariat avec des établissements locaux en 2018

Tawaka fait le bilan de ses actions de santé au Togo

P.3 **Suite à une analyse approfondie du cadre législatif, institutionnel et contractuel du secteur**

Des recommandations pour actualiser les textes régissant les hydrocarbures

** Le Togo qui importe la quasi-totalité de ses besoins en produits pétroliers est très sensible aux fluctuations des prix du pétrole.*

P.4 Pour marquer le 59ème anniversaire de l'indépendance
Le ballet des inaugurations etancements de travaux démarre ce 23 avril

P.3 Pour stopper des groupes djihadistes annoncés au-delà de certaines frontières du sud
Le Togo et six pays voisins préparent un déploiement imminent de leurs forces



Marc Ably-Bidamon,
Ministre des Mines et de l'Energie

P.3 Après le domaine de la santé et pour de meilleurs résultats
La contractualisation touche le secteur de l'alphabétisation

** L'alphabétisation de base, qui va se réaliser en huit mois, consiste à apprendre à lire, à écrire et à calculer à des adultes âgés de 15 ans et plus.*

P.4 Pour une deuxième fois, en moins de deux semaines
Les émissions du Togo suscitent davantage d'appétit des investisseurs, à 386%

AZIMUTS INFOS

Des chèvres génétiquement modifiées pour produire une fibre ultra-résistante

La soie des araignées, souple, légère, recyclable et d'une résistance supérieure à celle de l'acier, a longtemps suscité la convoitise de l'armée américaine, celle-ci désirent l'utiliser pour fabriquer des gilets pare-balles ou des fils chirurgicaux. Mais comment produire de la soie en grande quantité alors que ces prédateurs s'entre-dévoient pour protéger leur territoire ? Si invraisemblable que cela puisse paraître, des scientifiques ont trouvé la réponse... dans les mamelles des chèvres !

L'élevage des araignées est impossible ? Qu'à cela ne tienne. Les scientifiques sont pleins de ressources. L'une de leur première idée : modifier génétiquement des chèvres pour que celles-ci produisent un lait riche en un type spécifique de protéines. Celles-là même qui permettent aux araignées de produire leur toile ! Ces protéines une fois filées deviendraient comme par enchantement des fibres ultra-résistantes.

En 1990, le biologiste Randy Lewis, avec un financement de l'armée, est parvenu à identifier les deux gènes nécessaires pour produire la soie d'araignée tant convoitée ! Armés de cette information, des scientifiques ont alors tenté d'en produire de grandes quantités. Mais leurs premiers essais à partir de bactéries modifiées ne se sont pas révélés des plus convaincants. La soie des araignées en effet, tire sa force de la nature répétitive de ses gènes. Or la bactérie coupait la séquence en de plus petites unités, d'où une fibre d'une qualité inférieure.

Les glandes mammaires modifiées pour obtenir de la protéine de soie

D'autres équipes ont continué à croire que la transgénèse pourrait être l'arme absolue pour produire de la soie d'araignée sans avoir à élever ces petites bêtes très peu sociables. C'est notamment ce qu'ont cru les responsables de Nexia Biotechnologies Inc. " Nexia essaie d'imiter ce que font les araignées " nous explique Jeffrey Turner le chef de projet (généticien et chercheur à l'université McGill de Montréal). " Les Hommes pensent toujours que des choses résistantes doivent impérativement être imposantes, mais l'araignée et sa toile nous démontrent tout le contraire ".

La compagnie canadienne s'est donc mise à l'élevage de chèvres dont les glandes mammaires ont été modifiées à l'aide des gènes d'intérêt afin que leur lait contienne de la protéine de soie. Si un marché florissant -- applications militaires ou médicales notamment (ligaments artificiels, fils de chirurgie, etc.) -- était promis à ces fibres " d'une nouvelle génération ", des difficultés inattendues n'ont pas tardé à surgir.

La quantité de soie produite par litre de lait s'est avérée plutôt imprévisible. Gênant pour des applications industrielles ! Et la nécessaire étape de filtration a eu deux conséquences fâcheuses : une qualité de fils inférieure à celle de la soie d'araignée naturelle et un surcoût qui complique la commercialisation.

Le développement de ce type de fibre illustre à merveille comment les biotechnologies exploitent l'information génétique naturelle pour créer des matériaux innovants.

Début ce matin de la 8ème édition du Festival Mine de crayon

Mine de Crayon est le festival international de dessins. Bandes dessinées, dessins animés, caricature, dessins de presse... y sont représentés.

L'édition 2019 du festival "Mine de crayon" démarrera ce 23 avril et durera jusqu'au 26. L'évènement est placé cette année sous le thème "Le bonheur est souvent à portée de main". Ce festival est un cadre de promotion du dessin animé sous toutes ses formes.

Pour ce rendez-vous, le promoteur a prévu une séance de sensibilisation sur l'immigration

clandestine en plus d'une petite résidence de création, des ateliers de création de dessins animés, entre autres.

A l'Institut Français du Togo, "Mine de Crayon" édition 2019, c'est la résidence de création à l'endroit des professionnels du dessin, qu'animeront les invités du Bénin issus du centre du Dessin Animé à Ouidah de l'écrivain réalisateur français Jean-Pierre Tardivel. Placé sous le thème "Le Bonheur est souvent à portée de main", le festival est également un cadre de sensibilisation des jeu-



nes au danger de l'émigration clandestine au Togo et en Afrique. Depuis mars 2011, Mine de Crayon est organisé par l'asso-

ciation Or Noir, avec le soutien de l'Institut Français du Togo. Toutes les activités prévues sont ouvertes au public et gratuites.

Musique

Nuit du slam, ce 26 avril à l'IFT de Lomé

Troisième année consécutive, les 29 avril, les slameuses, slameurs et associations de slam de divers pays se joignent au Togo pour célébrer la Journée Internationale du Slam : une poésie urbaine, art de la parole qui conjugue le littéraire, la musique, l'émotionnel et le didactique, cet art d'expression poétique et

"griotique".

Cette Journée Internationale du Slam (JIS) est une journée de célébration et de reconnaissance du slam comme un art à part entière. Une occasion de faire un bilan du parcours, de réfléchir sur l'avenir pour pouvoir mieux le développer.

Placé sous le thème : "La place du slam dans le monde artistique



" pour cette année au Togo, elle commence le 26 avril à l'Institut Français à 19h30, avec un spectacle de qualité poétique en fusion avec les rythmes musicaux et corporels.

26 AVR. / 20H00 | SCÈNE DE L'IFT | ENTRÉE: 1000 FCFA - LOMÉ

Cinéma

Mati Diop, Jessica Hausner, Justine Triet, des nouvelles en compétition

La 72e édition du Festival de Cannes, du 14 au 25 mai, sera "romantique et politique", a annoncé Thierry Frémaux, son délégué général, qui présentait, jeudi 18 avril, en compagnie du président de la manifestation, Pierre Lescure, 46 longs métrages retenus en sélection officielle (compétition, Un certain regard, hors compétition), soit "90 % de ce que vous verrez", a-t-il précisé.

Comme déjà annoncé, la compétition et le Festival s'ouvriront le mardi 14 mai par la projection de *The Dead Don't Die* (Les morts ne meurent pas), film de zombies signé Jim Jarmusch, vétéran de Cannes, qui sortira le jour même en salles. Ce sera aussi le cas de l'un des derniers films présentés en compétition dix jours plus tard, *Sibyl*, de Justine Triet, la réalisatrice de *Victoria* (qui retrouve son interprète, Virginie Efira), nouvelle venue en compétition.

Avec la cinéaste sénégalaise et française Mati Diop, l'Autrichienne Jessica Hausner et sa compatriote Céline Sciamma, Justine Triet est l'une des quatre réalisatrices à concourir pour la Palme d'or. C'est une de plus que les deux années passées.

Des vétérans largement représentés

Les vétérans européens et américains sont largement représentés dans la compétition : Pedro Almodovar présente *Douleur et gloire*, qui vient de lui valoir l'un de ses plus grands succès en Espagne ; Marco Bellocchio, *Il Traditore*, portrait du mafioso repentini Tomaso Buscetta ; Jean-Pierre et Luc Dardenne, *Le Jeune Ahmed* (le film sortira le jour de sa projection à Cannes) ; Aina Delespchin, *Roubaix, une lumière*, avec Léa Seydoux et Roschdy Zem ; Ken Loach, *Sorry We Missed You*, pendant que Terrence Malick vient tenir compagnie à Jim Jarmusch



avec *Une vie cachée*.

Enfin, pour compléter la liste des cinéastes qui ont déjà foulé le tapis rouge, le réalisateur palestinien de l'intérieur Elia Suleiman présentera en compétition *It Must Be Heaven*, comme il l'avait fait de ses deux précédents films, *Intervention divine* et *Le Temps qu'il reste* ; le Coréen Bong Joon-ho montrera *Parasite*, "qui sortira en salles", a tenu à préciser Thierry Frémaux (en 2017, *Okja* avait été retenu en compétition avant d'être diffusé exclusivement sur Netflix en France) ; le Brésilien Kleber Mendonça Filho reviendra, après *Aquarius*, avec *Bacurau*, coréalisé avec Juliano Dornelles.

Outre les quatre réalisatrices déjà

citées, feront leurs débuts en compétition Diao Yinan, cinéaste chinois dont on découvrira un film policier, le Roumain Corneliu Porumboiu (*La Gomera*), l'Américain Ira Sachs (*Frankie*, avec Isabelle Huppert) et le Français Ladj Ly qui a baptisé son film d'un titre qui est en ce moment sur toutes les lèvres : *Les Misérables*.

Parmi les absences remarquables, celle de *Once Upon A Time... In Hollywood*, de Quentin Tarantino, dont Thierry Frémaux a fait savoir qu'il n'était pas terminé, tout en espérant qu'il le serait à temps pour arriver sur la Croisette et de *Mektoub My Love : Intermezzo d'Abdellatif Kechiche*. Restent encore une demi-douzaine de titres à venir. Deux ou trois concourront pour la Palme d'or, décernée par un jury présidé par le Mexicain Alejandro Gonzalez Iñárritu, dont la composition sera, elle aussi, annoncée ultérieurement.

Commerce

La Chine aura eu raison d'Amazon, qui ferme son site de vente

Face à la concurrence locale, Jeff Bezos est contraint de reconnaître que la toute-puissance d'Amazon est restée impuissante. En effet, ce 18 juillet prochain, l'entreprise fermera son propre site de vente, pour ne plus conserver que sa marketplace. Et de laisser ainsi la place à Alibaba et les autres BATX— Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi, les GAFA d'Asie.

Si les clients chinois seront tou-

jours en mesure d'acheter leurs produits sur les plateformes internationales d'Amazon, l'extension .CN va donc plier boutique. « Ces dernières années, nous avons développé notre activité de vente au détail en ligne pour la Chine, de sorte à mettre davantage l'accent sur les ventes transfrontalières », assure un porte-parole.

Toutefois, si les clients ont apprécié l'offre, elle n'a pas su les détour-

ner des autres fournisseurs asiatiques.

De fait, seuls trois services restent maintenus : la marketplace, par laquelle des vendeurs tiers pourront continuer leur commerce, ainsi que le service de cloud computing, Amazon Web Services. Et, chose assez inattendue : le Kindle et la vente de livres numériques.

Depuis son arrivée au début des années 2000, la présence

d'Amazon en Chine n'aura jamais connu de véritable explosion. Les concurrents et rivaux, trop implantés, mieux adaptés, parvenaient notamment à offrir des frais d'expédition, ou à des coûts minimes. Amazon, en revanche, imposait que la commande soit de 59 à 200 yuans (6,6 à 26,5 €), pour en bénéficier. Ou comment l'entreprise de Bezos s'est retrouvée prise à son propre piège.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Suite à une analyse approfondie du cadre législatif, institutionnel et contractuel du secteur Des recommandations pour actualiser les textes régissant les hydrocarbures

* **Le Togo qui importe la quasi-totalité de ses besoins en produits pétroliers est très sensible aux fluctuations des prix du pétrole.**

Late Pater

L'une des étapes dans ce processus de relecture des textes existants a été l'analyse du cadre législatif, institutionnel et contractuel du secteur des hydrocarbures lors d'une séance de travail qui a eu lieu les 28 et 29 mars 2019 à Lomé. A l'occasion, le cabinet d'avocats sénégalais Houda Law, associé au cabinet togolais Martial Akakpo, a d'abord présenté le rapport initial de ladite analyse. Ce rapport a fait l'objet d'analyses et d'échanges avec des responsables du ministère des Mines et plusieurs cadres spécialistes du secteur. Selon le directeur des hydrocarbures, John Kpenglame, le but est de dynamiser le secteur. Et pour accomplir cette mission, le ministère va recruter un cabinet local pour actualiser le code en y intégrant les recommandations.

Cette séance de travail a été organisée dans le cadre de l'assistance de la Facilité africaine de soutien juridique (FASJ) au secteur des hydrocarbures. A travers cette as-



Marc Ably-Bidamon, Ministre des Mines et de l'Énergie

sistance, la FASJ accompagnera le ministère pour la relecture du projet de code avant son adoption. Au Togo, la consommation en hydrocarbures est de l'ordre de 300 000 tep (tonne d'équivalent pétrole, une unité de mesure de l'énergie). Le pays, qui importe la quasi-totalité des produits pétroliers dont il a besoin (origines européenne, africaine, asiatique ou américaine), est donc très sensible aux fluctuations des prix du pétrole. On note ainsi l'instabilité

des prix de produits pétroliers due au stock de sécurité de produits pétroliers insuffisant; la faible capacité nationale à couvrir les besoins nationaux en gaz; la dépendance

à 100% du pays vis-à-vis des pays producteurs de pétrole notamment à la fluctuation du cours du baril de pétrole; et la faible capacité et la vétusté des infrastructures de stockage des hydrocarbures. Ce qui limite la disponibilité et la continuité de l'approvisionnement.

On parle aussi de l'absence de politique ambitieuse pour le secteur; la faible capacité nationale à couvrir les besoins nationaux en énergie de production électrique surtout les besoins nationaux en gaz; le retard technologique énorme en matière d'efficacité énergétique, de maîtrise de l'énergie et de valorisation des sources nouvelles et renouvelables d'énergie et forte dépendance au transfert de

technologies et de savoir-faire; la difficulté d'approvisionnement d'énergie électrique surtout en milieu rural caractérisée par les coupures intempestives et les baisses régulières de courant; la faible capacité nationale de financement (public et privé) et forte dépendance au financement extérieur public et privé; la dépendance à 67% vis-à-vis des pays de la sous-région en approvisionnement d'électricité; et la faible valorisation des potentialités de production d'énergie électrique par des sources renouvelables notamment l'hydro-électricité, le solaire, etc.

Au regard de cette situation, le gouvernement entend relever trois défis majeurs, à savoir le renforcement de la gouvernance du sec-

teur de l'énergie; le renforcement des capacités de production et de distribution de l'énergie électrique ainsi que le stockage et la distribution des hydrocarbures; l'amélioration de l'accessibilité de l'énergie à moindre coût pour les industries et les ménages, en particulier dans les zones de transformation agro-alimentaires, industrielles et minières. Cette stratégie se déroulera à travers la sécurisation, la continuité et l'optimisation de la disponibilité de la fourniture du courant électrique propre et durable; la sécurisation, la continuité de la disponibilité des hydrocarbures; et l'accessibilité de l'énergie à moindre coût pour les industries et aux ménages.

Après le domaine de la santé et pour de meilleurs résultats

La contractualisation touche le secteur de l'alphabétisation

* **L'alphabétisation de base, qui va se réaliser en huit mois, consiste à apprendre à lire, à écrire et à calculer à des adultes âgés de 15 ans et plus.**

C'est le chemin que vient de choisir les autorités togolaises à travers le ministère de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation. Au motif que l'Etat institutionnel ne peut plus continuer à vouloir supporter, lui seul, toute la charge opérationnelle liée à la promotion de l'alphabétisation sur le territoire national. Le 19 avril 2019 à Lomé, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'alphabétisation au Togo, une cérémonie de signature de contrats entre la ministre de l'alphabétisation, Mme Tchabinandi Kolani-Yentcharé, et des représentants des opérateurs d'alphabétisation a matérialisé cette contractualisation voulue. Ces opérateurs – au nombre de douze dont six pour l'alphabétisation de base et six autres pour la post-alphabétisation – ont été sélectionnés dans toutes les régions du pays après avoir soumis, lors d'un appel à candidatures, des offres techniques et financières pour la mise en œuvre du projet d'appui à l'alphabétisation fonctionnelle de femmes pour le compte de l'année 2018. Une forme de partenariat public-privé.



Damehane Yark, Ministre de la Sécurité et de la protection civile

rappelé que le Togo, pour sa part «s'est pleinement inscrit dans cet esprit et a procédé au déploiement de ses forces sur sa frontière Nord, avec le Burkina Faso». Un déploiement qui aura notamment permis d'opérer l'interpellation d'une quarantaine d'individus, dont une vingtaine était recherchée par l'Etat du Burkina Faso.

La rencontre de Lomé a par ailleurs été l'occasion d'évaluer un certain nombre d'opérations conjointes menées par le Togo avec ses voisins, à savoir le Bénin, le Burkina Faso et le Ghana, dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière, pointe-t-on.

aider à pouvoir utiliser ces connaissances et compétences pour exercer des fonctions et des activités dont elles n'étaient pas capables en tant qu'analphabètes. Deux arguments sous-tendent la mise en œuvre de ce programme de post-alphabétisation. Primo, éviter que ceux qui ont été alphabétisés retombent dans l'analphabétisme. Secundo, favoriser la rentabilisation des acquis de l'alphabétisation en donnant l'opportunité aux adultes d'améliorer leurs compétences. On parle encore de l'alphabétisation fonctionnelle ou alphabétisation-formation, qui permet aux gens, lorsqu'ils suivent les cours, d'être également formés dans plusieurs domaines notamment la gestion des activités génératrices de revenus, la protection de l'environnement, la santé surtout la santé de reproduction. Le ministère en charge de l'alphabétisation révèle, sur la base des études menées, que lorsque les gens sont alphabétisés et ne sont pas pris en compte dans un programme de post-alphabétisation, après une année, seuls 40% d'entre eux savent encore lire, écrire et calculer.

Le gouvernement veut donc s'appuyer sur les acteurs œuvrant dans le domaine sur le terrain pour avoir de meilleurs résultats. A juste titre, on parle d'opérateurs qui ont fait déjà preuve de compétence sur le terrain. Depuis l'adoption de la stratégie nationale d'alphabétisation, le Togo a opté pour un modèle de partenariat dans lequel l'Etat s'occupe de l'orientation des actions, de l'élaboration des politiques et programmes, du suivi et de l'évaluation des actions, et l'opérationnalisation des actions est confiée aux opérateurs



Mme Tchabinandi Kolani-Yentcharé, Ministre de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation

d'alphabétisation. La ministre Kolani-Yentcharé rappelle que le Togo s'est engagé dans la lutte contre l'analphabétisme des adultes depuis bientôt cinq décennies. Beaucoup d'approches ont été expérimentées, en partant de l'alphabétisation traditionnelle à l'alphabétisation fonctionnelle qui a été réalisée lorsqu'on parlait du ministère des Affaires sociales, qui avait en charge le dossier. Mais le pays s'est rendu compte à un moment donné que l'institutionnel seul ne pouvait pas venir à bout de ce phénomène parce qu'il y avait, en ce moment, plus de 50% de la population adulte analphabète. D'où, selon la ministre, le choix d'adopter la stratégie de faire-faire. Comme d'autres Etats de la sous-région. La stratégie du faire-faire est une stratégie de délégation consciente et organisée des fonctions de conception et de mise en œuvre de programmes adaptés à la demande éducative telle qu'elle s'exprime sur le terrain. Mme Tchabinandi Kolani-Yentcharé a aussi ajouté que, tous les ans, le gouvernement met à disposition 100 millions de francs Cfa pour

réaliser un projet d'appui à l'alphabétisation fonctionnelle des femmes dont 20 places réservées aux hommes.

A l'égard des opérateurs retenus pour l'opérationnalisation du projet, Mme Kolani-Yentcharé a précisé qu'un suivi-évaluation sera fait pas un cabinet privé et les résultats détermineront la poursuite ou non du partenariat avec eux.

Au Togo, sur la période de mise en œuvre de la SCAPE, le taux d'alphabétisation obtenu uniquement à partir des enquêtes ménages a évolué de 60,3% en 2013 à 63,3% en 2017. Les principales réalisations sur cette même période sont notamment l'élaboration de la stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle; l'élaboration des curricula d'alphabétisation et d'éducation non formelle; la mise en œuvre du projet d'appui à l'alphabétisation fonctionnelle des femmes; la validation du guide d'appropriation du curriculum et du document de planification des leçons d'éducation non formelle (9-14 ans); la réécriture en français fondamental du guide

(suite à la page 4)

Pour stopper des groupes djihadistes annoncés au-delà de certaines frontières du sud Le Togo et six pays voisins préparent un déploiement imminent de leurs forces

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme, des experts en sécurité venant de sept (7) pays dont le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo ont travaillé, jeudi et vendredi à Lomé, à la planification d'un déploiement simultané des forces à leurs frontières en vue de stopper les groupes terroristes annoncés pour avoir traversé certaines frontières du sud. A l'occasion, le ministre Damehane Yark, de la Sécurité et de la protection civile, a particulièrement salué la présence du Mali et du Niger. Une présence qui permettra à l'initiative de Lomé de «se renforcer sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, par l'échange direct et en temps réel de renseignements». Officiellement, ces échanges d'informations concernant, entre autres, «l'interpellation, l'armement, ou tous autres matériels utilisés dans la commission d'actes terroristes, ainsi que les résultats des enquêtes menées», indique le portail officiel Republiquetogolaise.com.

A cet effet, précise la même source, le ministre a également

Pour une deuxième fois, en moins de deux semaines Les émissions du Togo suscitent davantage d'appétit des investisseurs, à 386%

Late Pater

Pour un montant sollicité de 20 milliards, attendu le vendredi 19 avril, des Bons assimilables du Trésor (BAT) ont décroché des soumissions de 77,135 milliards. Soit un taux de couverture du montant mis en adjudication de 385,68%. Le Trésor public en a retenu juste 22 milliards, payables en une année, pour le financement des besoins du gouvernement. Pas plus tard que le 05 avril dernier, des Obligations assimilables du Trésor (OAT), attendues pour un montant de 20 milliards, sont revenues avec un montant souscrit de 77,239 milliards (386,19%). Pour ces Bons du vendredi dernier, les soumissions retenues proviennent du Burkina Faso et du Togo pour 8,500 milliards chacun, de la Côte d'Ivoire pour 4,000 milliards, complétées par le Sénégal avec 1,000 milliard. La prochaine sortie du Trésor du Togo sur le marché des titres publics est attendue au 17 mai, pour des Obligations de 20 milliards sur 3 ans et 5 ans.

Dans les deux cas, le marché régional des titres publics semblent rebondir sur les belles performances attribuées au Togo par une mission du Fonds monétaire international (Fmi). D'après le Fonds monétaire, le 02 avril dernier au sujet du Togo: «Les réformes budgétaires structurelles et les autres programmes de réforme progressent. Les autorités ont poursuivi les efforts



Ekpaio Adjabo, Directeur général du Trésor public

d'apurement des arriérés pour un montant de FCFA 65 milliard en 2018 ; en outre, elles mettent en œuvre des plans de trésorerie et d'engagement pour éviter l'accumulation de nouveaux arriérés. Elles améliorent la qualité de l'investissement public en exigeant de tous les ministères concernés qu'ils appliquent une priorisation sur la base d'une analyse coûts-bénéfices».

La stratégie d'endettement adoptée par l'Etat togolais pour la période 2015-2019 a pour objectif d'atténuer les risques de refinancement et de stabiliser, voire de réduire les coûts de l'emprunt tout en mobilisant les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs de développement du pays. La stratégie d'endettement est également en ligne avec l'objectif d'assurer la viabilité de la dette à long terme, affirme l'agence UMOA-Titres. Qui précise dans une note d'information que : «Cette stratégie se décline à travers : la

stabilisation de la structure du portefeuille actuel de la dette intérieure, voire l'éventuel allongement des maturités qui devrait permettre d'atténuer le poids du service de la dette sur la trésorerie ; le maintien de la prédominance des ressources extérieures concessionnelles et le recours, au besoin, à des ressources semi-concessionnelles pour des projets spécifiques».

D'après la stratégie retenue, l'Etat entend recourir aux emprunts extérieurs concessionnels et semi-concessionnels à concurrence de 60%, et aux emprunts intérieurs à hauteur de 40% pour une maturité allant de 5 à 10 ans. Les principaux créanciers cibles sont : la Banque ouest africaine de développement, la Banque africaine de développement, l'IDA, le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement, l'Eximbank Chine et l'Eximbank Inde, etc.

Pour marquer le 59ème anniversaire de l'indépendance Le ballet des inaugurations et lancements de travaux démarre ce 23 avril

Jean Afolabi

Cela devient presque une tradition, à la même période. Avant le défilé militaire et civil qui marquera le 27 avril 2019, le 59^{ème} anniversaire de l'indépendance du Togo va connaître une pile de cérémonies d'inauguration et de lancement de travaux à travers le pays. Au menu, «des actions d'envergure qui impactent directement et améliorent les conditions de vie des Togolais», commente-t-on du côté du pouvoir de Lomé. Des usines et autres infrastructures construites seront inaugurées. Des programmes visant à réduire la pauvreté sur l'ensemble du territoire seront lancés.

Tout démarre ce 23 avril 2019 avec le démarrage des transferts monétaires pour 61.000 ménages à Timbou-Cinkassé ; l'inauguration de l'usine de production de fer à béton dans la zone franche à Kara. Le lendemain, ce sera le tour de l'inauguration du nouveau centre administratif (à côté de la nouvelle Présidence de la République), l'inauguration du nouveau port de pêche dans la zone industrielle et le lancement du village du futur sur le site de Sikpe-afidegnon dans le Yoto. Les inaugurations de l'usine de fabrication de produits plastiques (Africa Plastic Technology) à Tsévié et de l'usine de fabrication de jus d'ananas «Jus délice» à Gbatopé, et la pose de la première pierre de l'usine de pro-



Le nouveau centre administratif

duction d'habillement militaire à Adétikopé-Agoényivé interviendront le 25 avril. Sans oublier le lancement du projet Olé. Le reste du programme officiel renvoie aux décorations, à la réanimation de la flamme de l'indépendance et à la retraite aux flambeaux.

Il faut rappeler que, à fin décembre 2018, ce sont 29.600 foyers qui ont bénéficié des transferts monétaires en trois ans. Quant au nouveau port de pêche construit sur un financement du Japon et du Togo estimé à 16 milliards de francs Cfa, il est composé notamment d'un bassin de mouillage pour 300 pirogues, un quai de débarquement long de 200 m, un quai de repos de 204 m, deux cales de halage, une criée, un château d'eau, un bloc administratif, des matériels et équipements d'exploitation (chariots, balances, caisses à poissons, glacières et planches à couper). L'ouvrage répond désormais aux normes requises et contribuera davantage à améliorer les conditions de travail des acteurs à travers la mise

en place des infrastructures adéquates de débarquement, de conservation et de vente des produits halieutiques. Grâce à ces réalisations, les acteurs de ce domaine bénéficieront de milliers d'emplois, synonyme de réduction du taux de pauvreté et de création de richesse. Il est prévu, à cet effet, 1 500 emplois aux femmes transformatrices de poissons, 1 500 emplois aux mareyeuses et 3 000 emplois aux pêcheurs ainsi que 5 000 nouveaux emplois créés directement par le développement des activités connexes des filets tels que le traitement des poissons ; la fabrication et la vente de glaces ; la vente de matériel de pêche ; la restauration ; l'amélioration de la salubrité et de la qualité des produits.

Le nouveau centre administratif est un don de la Chine estimé à plus de 18 milliards de francs Cfa. Les ministères de la Santé, de l'Agriculture et des Enseignements primaire et secondaire y sont délocalisés.

Dans le cadre d'un programme régional initié par l'UEMOA

Un projet pilote de forages et d'aménagements hydro-agricoles démarre à Nagbéni, dans l'Oti

La commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) a initié en 2006 un Programme d'hydraulique villageoise qui a permis, lors de sa phase pilote, de réaliser 3.150 forages pour l'alimentation en eau potable des populations de l'Union. A l'issue de la première phase, il a été recommandé de poursuivre le programme mais en prenant en compte d'autres usages d'eau. C'est ainsi qu'a été mis en place le Programme régional d'aménagements hydrauliques multi-usages pour la sécurité alimentaire. Dans ce cadre-ci, l'autorité publique envisage, dans les six (6) à neuf (9) prochains mois, de réaliser dans la localité de Nagbéni, dans la préfecture de l'Oti, un projet-pilote de : 1) réalisation et équipement de douze (12) forages positifs à gros débit (supérieur ou égal à 10 mètres cubes/heure) destinés à l'irrigation goutte à goutte ; 2) réalisation d'une mini-adduction d'eau potable (AEP) ; 3) réalisation d'aménagements hydro-agricoles sur vingt-huit

(28) hectares, sur 40 prévus ; 4) construction d'une clôture en agglomération de douze (12) creux avec chaînage et raidisseurs sur une périmètre de 2.665 mètres linéaires. Il est rappelé que le Programme régional d'aménagements hydrauliques multi-usages pour la sécurité alimentaire s'inscrit dans la Politique commune d'amélioration de l'environnement (PCAE) en son axe stratégique N°1 qui est dédié à la gestion durable des ressources naturelles pour la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans l'Union.

Pour ce qui est des travaux de réalisation d'une mini-adduction d'eau potable (AEP), il est prévu : le démontage de l'équipement du forage existant y compris toutes sujétions ; l'équipement et le raccordement du forage ; la mise en place du système photovoltaïque pour mini-AEP ; la construction d'un château d'eau surélevé en béton armé de 50 mètres cubes et son équipement hydraulique, hydromécanique et électromécanique ; fourniture et

pose de conduites (PVC, acier galvanisé), avec les équipements ; la construction et l'équipement de bornes fontaines, de regards et des bâtiments de services y compris clôture grillagée pour générateur solaire et forage. Quant aux travaux de réalisation d'aménagements hydro-agricoles, ils comprennent : l'aménagement de 28 hectares ; la construction d'un bassin de pompage ; la fourniture et la pose de sept (7) pompes solaires de 44 mètres cubes/22 mètres avec commande et sonde de niveau ; fourniture et pose de 7 champs solaires photovoltaïques polycristallins d'une puissance de 9.720 Wc ; la réalisation de 7 supports pour les panneaux solaires ; la réalisation de 7 stations pour les panneaux solaires ; réalisation de 7 stations de tête de forages ; la construction du réseau d'irrigation goutte à goutte sur 28 hectares ; l'aménagement des pistes internes de desserte des modules irrigués ; l'aménagement de cinq (5) étangs piscicoles.

Officiellement, les ouvrages sont destinés à permettre le captage et la distribution des eaux souterraines pour la satisfaction des besoins en eau potable et à l'amélioration de la capacité de production agricole des populations bénéficiaires. Ils permettront donc de contribuer de manière efficace à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'amélioration de l'alimentation en eau potable et de la sécurité alimentaire. Finance-

ment : 1 milliard 124 millions de francs Cfa par l'Uemoa, sur la période 2016-2019.

D'un coût global d'environ 54 milliards de francs CFA cofinancé par la Banque islamique de développement (BID), la Commission de l'UEMOA et les Etats membres – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo –, ce programme permettra de réaliser 940 forages équipés de pompes à

matricité humaine, 209 mini adductions d'eau solaires, thermiques et/ou électriques, 21 adductions d'eau multi villages, 6 postes d'eau autonomes, 19.250 latrines privées et 720 latrines publiques dans l'espace communautaire. En dépit de quelques difficultés, la Commission estime que le niveau d'exécution dans la réalisation des ouvrages, depuis le lancement du programme en juillet 2016 à Dakar, au Sénégal, est appréciable.

Après le domaine de la santé et pour de meilleurs résultats

La contractualisation touche le secteur de l'alphabétisation

(suite de la page 3)

pratique de gestion des plateformes multifonctionnelles et sa traduction dans les différentes langues du pays (ewé, tem, kabyè, benn et gulma) ; la formation de 133 acteurs étatiques et non-étatiques sur la conception des pro-

grammes d'éducation non formelle selon l'approche par compétence ; l'ouverture de 4.251 centres d'alphabétisation et de post-alphabétisation touchant 82.612 apprenants de 2013 à 2017 contre 137.000 prévus sur la période 2014-2017. Cette situation s'explique par une

faible mobilisation de ressources, conséquence de la non mise en place du Fonds d'appui à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle prévu par le Plan sectoriel de l'éducation et la Stratégie nationale d'alphabétisation et d'éducation non formelle.

FOOTBALL/CAN U17/FRAUDE SUR L'AGE

La Fédération Japonaise sollicitée par la CAF

La Confédération africaine de football (CAF) a invité la fédération japonaise football à lui fournir les éléments de preuve dans le cadre du recours pour triche sur l'âge introduit par le Sénégal contre deux joueurs de l'équipe U 17 de la Guinée, a appris l'APS.

Hervé A.

"Nous sommes en attente de la décision que prendra la Caf qui a adressé un courrier à la fédération japonaise de football pour qu'elle lui fournisse les preuves que les deux joueurs ont plus de 17 ans", a informé l'APS un membre de la délégation sénégalaise à la CAN U17 qui se joue en Tanzanie.

Deux joueurs de la sélection de Guinée, Aboubacar Conté et Ahmed Tidiane Keita, sont soupçonnés d'avoir changé d'identité entre le tournoi "Dream Club" abrité par le Japon en 2017 et la CAN des U17.

Les deux jeunes joueurs qui avaient pris part au tournoi du Japon avec des passeports sur les-

quels l'année de naissance mentionnée était 2001, se retrouvent dans la présente compétition avec des passeports différents.

Le Sénégal, battu par la Guinée (1-0) lors de la deuxième journée de la phase de poule de la Can U17 a introduit vendredi dernier un recours contre l'identité frauduleuse de deux joueurs guinéens. Le recours reçu par l'instance faitière a fait l'objet d'une demande d'explication adressée à la fédération guinéenne qui réfute les allégations sénégalaises.

Face à cette situation et pour être sûr que les arguments du Sénégal sont fondés la CAF a saisi la fédération japonaise pour qu'elle lui fasse parvenir des extraits de feuille de matchs auxquels les deux joueurs ont pris



part.

En attendant cette décision, le Sénégal et le Maroc sont éliminés sur le terrain de leur poule qui sera représentée en demi-fi-

nale par le Cameroun et la Guinée. Le Maroc a également dénoncé sans l'avoir encore étayé des cas de fraudes sur l'âge de joueurs camerounais.

Fin du concours "Graines du Togo"

La deuxième édition du concours Graines du Togo initiée par le sélectionneur national, Claude Leroy a pris fin samedi, au stade municipal de Lomé, avec la grande finale remportée par la joueuse Gaké Ami Reine du club AHE et le joueur Tchagnao Feshal du centre FSA.

Cent cinquante 150 jeunes dont 45 filles et 105 garçons issus des finales régionales, ont pris part à cette finale. À l'issue de cette finale, les prix collectifs ainsi que des prix individuels ont été décernés aux jeunes méritants.

Sur le plan individuel, Kanda Bilansama de la FSA remporte le prix de la meilleure gardienne. Les prix des meilleurs gardiens sont allés à Ali Fofana (U13) et à Fagla Israël (U15) du centre ACED de Djangblé.

La joueuse Gaké Ami Reine du club AHE est sacrée championne chez les filles tandis que Tchagnao Feshal du centre FSA est sacré champion chez les garçons et seront donc en Espagne pour suivre la finale de l'édition 2019 de la Ligue Européenne des Champions avec leurs encadreurs.

"Une très bonne cuvée, c'est entendu plus de douze mille enfants c'est formidable. On voit le niveau cette année par rapport à l'année dernière comment ça a progressé. Ça va nous permettre maintenant d'avoir des générations 2003, 2004, 2005 et 2006, il va falloir continuer encore à travailler, donner encore envie à pleins d'autres enfants de rejoindre graines du Togo. Moi, j'ai conceptualisé l'idée mais après, il y a eu plein de gens qui ont travaillé sur le terrain, c'est formidable ce qu'ils ont fait", a déclaré Claude Leroy le promoteur des Graines du Togo.

Sheikh Ahmad accusé de menaces et manipulation

Nouveaux ennuis en vue pour Sheikh Ahmad al-Fahad al-Sabah. Il est accusé par une dirigeante de la Fédération de football des Maldives de menaces et manipulation lors de la récente élection au Conseil de l'Association asiatique de football.

Mariyam Mohamed a écrit un courrier à l'organisation continentale, consulté par Associated Press, où elle demande une enquête officielle sur l'influence supposée de Sheikh Ahmad lors du vote du 6 avril dernier à Kuala Lumpur.

Elle explique que le Koweïtien, membre du CIO et président de la Solidarité olympique, lui a signifié

qu'elle n'aurait aucun avenir dans le football si elle maintenait sa candidature pour être l'une des représentantes de l'Asie à la FIFA contre le candidat qu'il soutenait, Mahfuza Akhter Kiron du Bangladesh.

"Sheikh Ahmad a également essayé de me faire renoncer en me promettant n'importe quelle autre fonction au sein de l'AFC ou de la FIFA", a-t-elle écrit dans la plainte officielle. Elle assure que Sheikh Ahmad aurait utilisé un "ton menaçant" et fixé une date limite à la veille de l'élection pour accepter son offre.

Mariyam Mohamed n'a pas cédé. Elle a finalement été battue lors du scrutin, recueillant 15 voix



contre 31 à son rival bangladais. La Confédération asiatique de football a annoncé que la plainte se-

rait examinée par sa commission de discipline.

DOPAGE

L'AMA veut renforcer la voie des sportifs en son sein

L'Agence mondiale antidopage (AMA) a été fortement représentée au Forum international des athlètes du Comité international olympique (CIO), qui a rassemblé cette semaine (les 13 et 14 avril) quelque 350 sportifs de plus de 200 pays à Lausanne, en Suisse.

Dans le cadre d'une discussion sur la protection du sport propre réunissant des représentants du CIO, de l'AMA, de l'Agence de contrôle internationale et du Tribunal arbitral du sport, Beckie Scott, présidente du Comité des sportifs de l'AMA, a mis l'accent sur le travail du comité dans la lutte contre le dopage et a souligné certaines de ses priorités actuelles, dont l'élaboration de la Charte antidopage des droits des sportifs et la stratégie du comité visant à continuer de renforcer la voix des sportifs au sein

de l'AMA et du mouvement antidopage dans son ensemble.

Frédéric Donzé, directeur des opérations, a déclaré à la réunion que l'AMA avait réalisé de réels progrès au regard de la crise du dopage en Russie, en particulier dans les domaines de la supervision de la conformité des signataires au Code mondial antidopage, des enquêtes et des lanceurs d'alerte, et de la révision du Code mondial antidopage et des Standards internationaux.

"En tant que communauté, nous devons continuellement chercher de nouveaux moyens créatifs pour mieux protéger les sportifs propres, et la participation et l'apport des sportifs sont indispensables à ce travail", a-t-il ajouté.

Le Comité des sportifs était également représenté par son



membre Ben Sandford, qui a fait le point sur les progrès de la Charte antidopage des droits des sportifs, qui sera discutée plus en détail lors des réunions du Comité exécutif et du Conseil de fondation de l'AMA en mai.

Enfin, Stuart Kemp, directeur adjoint, Standards et harmonisation de l'AMA, a présenté aux sportifs

les derniers développements concernant la refonte du Système d'administration et de gestion antidopage (ADAMS). Il a indiqué en particulier que la première phase de cette refonte était presque achevée et qu'une toute nouvelle application de localisation des sportifs serait bientôt lancée.

Mbappé marque toujours plus l'histoire de la Ligue 1

Auteur d'un triplé contre l'AS Monaco (victoire 3-1) lors de la 33e journée de Ligue 1, Kylian Mbappé a livré une prestation de haute volée. L'attaquant parisien compte désormais 30 buts en 27 matches de Ligue 1. Un record pour lui qui vit sa meilleure saison d'un point de vue statistique (36 réalisations toutes compétitions confondues). C'est également un record pour la Ligue 1.

Âgé de 20 ans, l'attaquant français devient le plus jeune joueur à atteindre les 30 buts sur une saison en Ligue 1. Il est aussi devenu le premier Tricolore à dépasser cette barre depuis Jean-Pierre Papin lors de l'exercice 1988-1989. À ce rythme-là, il a d'autres records en vue, comme celui du plus grand nombre de buts pour un Français en une saison de Ligue 1, détenu pour le moment par Philippe Gondet avec 36 réalisations en 1965/66 avec le FC Nantes.

De quoi avoir le sentiment du devoir accompli au micro de Canal + à l'issue de la partie. "Je suis content mais, après, la saison n'est pas encore terminée, je peux en marquer d'autres. On voulait prendre le titre, ça faisait plusieurs fois qu'on faisait faux-bord donc on est content et ne même temps, ça a fait une bonne préparation pour la finale de la semaine prochaine", a indiqué l'international tricolore (30 sélections, 12 réalisations).

Renato Sanches pourrait quitter le Bayern Munich

Renato Sanches pourrait quitter Bayern

Renato Sanches a indiqué à l'issue de la victoire de son équipe contre le Werder Brême, qu'il avait l'intention de quitter le club à la fin de la saison. "Partir ? Je pense que oui, nous verrons bien ce qui est préférable entre un prêt et une vente", a déclaré le joueur de 21 ans.

"Tout le monde le sait, je veux jouer plus, cinq minutes ne suffisent pas", a-t-il fait savoir, alors qu'il est entré en jeu à la 87e minute. "Jouer est ce que j'aime. Je fais de mon mieux à chaque entraînement. L'entraîneur le sait, mes coéquipiers aussi."

Champion d'Europe avec le Portugal en 2016, Renato Sanches avait signé en Bundesliga dans la foulée en provenance de Benfica pour 35 millions d'euros, mais sans jamais parvenir à s'imposer chez le sextuple champion d'Allemagne en titre, malgré un prêt à Swansea en 2017. Une situation qui n'a pas vraiment évolué avec l'arrivée sur le banc de Niko Kovac, l'été dernier.

"Je verrai ce qui est le mieux pour moi, je veux juste jouer", poursuit l'intéressé. "C'est difficile maintenant [de m'imposer], mais il me reste encore quinze ans, l'avenir peut être bon."

Cette saison, le milieu de terrain international portugais n'a disputé que 16 des 30 rencontres de championnat de son équipe, dont seulement quatre titularisations.

En partenariat avec des établissements locaux en 2018

Tawaka fait le bilan de ses actions de santé au Togo

Jean AFOLABI

L'association humanitaire française Tawaka mène des actions au Togo, en partenariat avec des établissements de santé togolais, en médecine générale, dermatologie, obstétrique, ophtalmologie et optique. Ses actions se développent actuellement dans deux localités du Togo : Tchannadé-Kara, au nord et Kpalimé, au sud. Avec pour objectif de collaborer avec des structures de santé déjà existantes de façon à améliorer la qualité des

mologiste tourangeau a effectué 420 consultations et traité 19 cataractes par laser. Les hôpitaux de Kpalimé et d'Afagnan ont bénéficié de la mise en place d'un atelier d'optique. La formation du personnel et l'apport du matériel ont été assurés par les opticiens de l'association, rapporte le confrère de *La Nouvelle République*.

Au centre de santé de Tchannadé, le projet d'accès aux soins des plaies en est à son deuxième bilan. Ce projet, soutenu par la Fondation Pierre Fabre, per-



Les bénévoles de Tawaka lors d'une récente assemblée générale

gue du cœur 2018.

Le programme de lutte contre l'hépatite B et le virus du sida, débuté en 2010, continue de progresser grâce à différents soutiens, notamment celui de la Région, d'associations tourangelles et d'adhérents de l'association. A ce jour, plus de 4.657 femmes enceintes ont pu effectuer un dépistage de l'hépatite B, permettant ainsi à 413 nouveau-nés de bénéficier d'une prévention vaccinale dès la naissance.

Les associations Inner Whell de Tours et de Berlin vont soutenir le programme au petit dispensaire de brousse de Kétau. Quant au soutien pour les malades du sida, on comptait en début d'année 177 personnes suivies au centre de santé. Quatre élèves sages-femmes ont elles aussi participé à l'activité de la maternité du centre de santé. Elles ont lancé une cagnotte

participative qui, complétée par l'association Inner Whell de Tours, a permis la construction d'infrastructures. Les actions se poursuivent en 2019, six missions médicales sont déjà prévues.

L'Association Humanitaire Tawaka mène ses actions en Afrique francophone. Son objectif est de contribuer, en collaboration avec des structures de santé déjà existantes, à l'amélioration de la qualité des soins médicaux et de leur accessibilité aux populations les plus nécessiteuses. Ces collaborations couvrent plusieurs domaines médicaux. Elles peuvent prendre différentes formes : la participation aux activités de soins, la mise en place et le soutien de programmes spécifiques, un appui technique en améliorant l'équipement en matériel médical des structures de santé, ou encore la formation du personnel médical.

En jumelage avec la commune de Lezay, en France

De l'eau pour Dany Elavanyo, au Togo

Alain et Cécile Nocquet, du comité de jumelage Lezay-Dany Elavanyo, et Christian Médeau, responsable du syndicat d'eau de Lezay, ont dressé un bilan de leur visite du 16 au 23 mars à Dany Elavanyo et des actions qu'ils mènent conjointement au Togo. **Lezay** est une petite ville française, située dans le département des Deux-Sèvres et la région de la Nou-

situé sur les hauts plateaux n'étant pas suffisant pour remplir le château d'eau. Face à une demande en eau potable de plus en plus importante, il a fallu procéder à une ouverture alternée de l'alimentation des quartiers. S'ajoutent à ce problème de ressource en eau d'autres difficultés : délestages en électricité, présence d'insectes (criquets, termites, fourmis noi-



La fourniture d'eau potable est aussi assurée par des fontaines publiques.

velle-Aquitaine (anciennement Région Poitou-Charentes).

Cécile Nocquet, citée samedi 20 avril par *La Nouvelle République*, a relaté le séjour de la délégation lezéenne en Afrique, à la fin de la saison sèche : « Nous avons pu constater la situation de pénurie actuelle en eau à cette saison, le bassin hydrographique versant

res...), gestion des déchets insuffisante ».

Le premier projet franco-togolais remonte à 2009-2011 avec la création de l'Osepa, le syndicat d'eau local gérant l'eau potable et l'assainissement. Il travaille en collaboration avec la chefferie locale et le Comité de développement du

(suite à la page 7)



Centre Médico-Social Saint-Luc Tchannadé-Kara, Togo

Le centre médico-social Saint-Luc de Tchannadé, à Kara

soins et son accessibilité aux populations les plus nécessiteuses. En 2018, pour mener à bien ses actions, neuf (9) missions ont été assurées, engageant quatorze (14) départs de bénévoles.

Au centre de santé de Kpalimé, dans le Kloto, un ophtal-

met aux patients d'accéder à une prise en charge précoce afin d'éviter des complications. En 2018, 1.401 patients à faibles revenus ont pu bénéficier de ces soins. Il est noté que La Fondation La Roche Posay a décerné à l'association, pour ce projet, le prix **Dermatolo-**

GAGNE JUSQU'À 10 000 000 FCFA AU TIRAGE!

LA TRANCHE COMMUNE ENTENTE 2019

ÇA SE PASSE AU TOGO!

*Achète à 200 FCFA tes tickets de la TCE 2019, gratte et gagne des tickets gratuits ou des lots en espèces allant de 200 FCFA à 500.000 FCFA !

*Garde tes tickets non gagnants pour le tirage des lots intermédiaires pour remporter jusqu'à 100.000 FCFA !

*Découvre trois fois « », et gagne un séjour dans un hôtel de luxe de la place et ta participation au grand tirage régional!

2470, Avenue de la chance Tél:(00228) 22 53 57 00 / 22 35 57 02 Fax :(00228) 22 51 35 08
 BP :895 Lomé – TOGO E-mail : lonato@lonato.tg / site web. www.wwww.lonato.tg

Filets sociaux et services de base

Faure Gnassingbé à Cinkasse ce 23 avril pour la cause des ménages pauvres

Etonam Sossou

Les activités marquant le 59ème anniversaire de l'indépendance du Togo démarrent ce 23 avril 2019, avec le lancement officiel par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé des Transferts moné-

taires à Timbou dans la préfecture de Cinkassé. Au total 61.000 ménages issus de 685 villages des 209 cantons les plus pauvres du Togo, percevront tous les trois (03) mois, et ce, durant deux (02) ans, la somme de 15.000 francs CFA, pour leurs besoins d'alimentation,

de santé, de scolarisation des enfants, et pour la constitution de petites épargnes en vue du démarrage d'activités génératrices de revenus. Les transferts s'effectueront à travers des points de paiement MOOV dans les villages concernés.

Le financement annuel alloué aux

transferts monétaires s'élève à 4,32 milliards de francs CFA, dont trois (03) milliards par la Banque mondiale, et 1,32 milliard de francs CFA par l'Etat togolais. Effectifs depuis septembre 2014, ils ont touché à ce jour 61000 ménages, issus des 685 villages tirés au sort dans les 209 cantons les plus pauvres du Togo.

En effet, 52.000 ménages bénéficiaires des transferts, ont été identifiés de façon participative, sur la base d'une enquête PMT (Proxy Mean Test) rigoureuse réalisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). Les résultats de cette enquête ont été soumis à l'adoption des communautés concernées lors des assemblées villageoises organisées à cet effet, en présence de tous les ménages qui les composent, des représentants des ministères sectoriels regroupés au sein des Comités régionaux d'approbation (CORA), et des autorités administratives et traditionnelles locales. Les Transferts monétaires visent à accroître le revenu et la con-

sommation des ménages ciblés et, de ce fait, leur capacité à faire face aux chocs. Ils constituent une part importante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) qui intègre également l'opération de fourniture de repas à près de 92.000 écoliers dans 304 écoles des zones pauvres à travers des cantines scolaires, la réhabilitation et la construction de 200 infrastructures de base, la formation des communautés en gestion à la base, et l'appui à l'établissement d'un système de filets sociaux. Le Projet FSB est financé par la Banque mondiale à hauteur de 17,4 milliards de francs CFA, avec une contribution supplémentaire annuelle de 2,32 milliards de francs CFA de l'Etat sur les filets sociaux (1 milliard pour les cantines scolaires, et 1,32 milliard pour les transferts monétaires). Il est mis en œuvre par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB). Le projet des transferts monétaires au-delà de l'objectif immédiat de nutrition, prépare les bases d'un cadre adéquat d'épanouis-

sement de l'enfant au sein du ménage en ce sens que sa mise en œuvre permet de former les ménages sur les thématiques liés à la protection de l'enfant notamment l'enregistrement des naissances, la traite des enfants, les violences physiques à l'égard des enfants. Ce mécanisme a déjà été expérimenté par la Banque mondiale dans d'autres pays pauvres (Ethiopie en 2005, Ghana en 2010, Kenya en 2012) avant le Togo. Il doit profiter aux populations de 12 préfectures dont 6 classés parmi les dix préfectures les plus pauvres du Togo (Dankpen, Doufelgou, Kéran, Assoli, Kozah, Binah et Bassar dans la région de la Kara et Oti, Kpendjal, Tône, Tandjoaré et Cinkassé dans la région des Savanes).

Sont bénéficiaires, toute femme enceinte d'au moins trois mois ayant justifié de son état par un document médical (consultation prénatale), les mères ou tuteurs d'enfants de 0 à 24 mois ou de 24 à 29 mois atteints de malnutrition sévère ou aigüe.

Mortalité maternelle

Croyances, tabous, ignorances et négligences

Chaque année, des mères décèdent au Togo de complications de la grossesse, avant ou pendant l'accouchement ou des suites de couches. 400 Mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes selon le ministère de la santé et de la protection sociale.

En Afrique d'une façon générale, une femme sur 20 risque de mourir pour des raisons liées à la maternité. Au Togo, les régions les plus touchées sont celles retirées des centres hospitaliers. Ces régions sont généralement très vastes, avec des zones parfois inaccessibles ou éloignées. Dans ces zones, on compte peu de structures sanitaires adéquates et des insuffisances en équipements. Aussi, le personnel formé en matière de surveillance de la grossesse et de l'accouchement est quasi inexistant. D'autres régions sont également touchées même dans les petits centres urbains, notamment celles qui ont des démographies très fortes.

Selon une étude, la mortalité maternelle est due principalement à des hémorragies, des infections et des troubles hypertensifs. Certains décès sont causés par des maladies aggravées par la grossesse, comme le paludisme. Les facteurs de risque sont nombreux et sont entre autres, l'âge précoce à la première grossesse, les grossesses rapprochées et nombreuses, la surveillance prénatale inadéquate, l'anémie due à la carence en fer, le taux élevé d'accouchements non assistés par du personnel médical qualifié, un système de référence - recours inadéquat et les avortements clandestins. Ce n'est pas fini ! D'autres problèmes subsistent encore, dans la mesure où beaucoup

de médecins et d'infirmiers chefs de poste ne sont pas formés en matière de surveillance de la grossesse et de l'accouchement. De même que les sages-femmes dont la formation est orientée, vers la prestation de services de santé maternelle et infantile (consultation prénatale et dépistage des grossesses à risque) font l'objet d'une répartition inadaptée. Bien que les hôpitaux et les centres de santé soient dotés d'unités chirurgicales, on y note des interruptions fréquentes dans leur fonctionnement, du fait de l'insuffisance de personnels qualifiés, d'équipements, de médicaments et de sang pour contrer les hémorragies. Les laboratoires et les spécialistes en anesthésie-réanimation sont rares ; ce qui fait que la prise en charge des complications obstétricales et les évacuations d'urgence sont gérées difficilement.

Le Togo a lancé le 14 septembre 2010, la Campagne pour l'Accélération de la Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale en Afrique, CARMMA, qui prend en charge 80% des frais de la césarienne. Ce programme est actuellement développé dans plusieurs hôpitaux. Tout cela ne peut suffire pour enrayer un fléau dans lequel interagissent de multiples facteurs, notamment la pauvreté, l'analphabétisme, la malnutrition, l'insuffisance des routes et pistes, le manque de moyens de communication, la couverture médiatique faible, notamment de la radio, très écoutée en milieu rural, des tabous alimentaires, des croyances archaïques, le statut social de la femme avec ses lourds travaux ménagers, qui dépend totalement du mari et ne prend même pas de

décision si sa vie et en danger, etc.

Il est ainsi clair, au vu de ces facteurs, qu'il faut des contributions multisectorielles et pluridisciplinaires dans la mise en œuvre des stratégies contre ce drame. Le ministère de la Santé et de la protection sociale et celui des actions sociales devraient s'impliquer davantage dans le combat contre la mortalité maternelle.

Dans certaines zones, les femmes consultent des guérisseurs pour des hémorragies qui sont en réalité des urgences et, parfois, refusent même d'être examinées par des hommes, notamment les infirmiers chefs de poste, nous a confié un médecin qui connaît bien ce problème pour avoir travaillé pendant de longues années dans des hôpitaux préfectoraux. De nombreuses femmes enceintes cachent leurs grossesses et préfèrent, à leurs risques et périls, accoucher à domicile, parfois dans l'étable des animaux domestiques, loin des yeux indiscrets et pouvant jeter un mauvais sort ou un maléfice sur le nouveau-né.

Selon le médecin, « on note une tendance à multiparité, pour avoir plus de bras pour les travaux champêtres, mais il faut des personnels et des structures équipées en quantité suffisante, en plus de routes, de pistes, de programmes d'éducation, de sensibilisation, d'alphabetisation, de projets générateurs de revenus pour les femmes (et aussi les hommes), de branchements au réseau téléphonique et d'eau potable, de contributions des médias et des leaders d'opinion, etc ». Beaucoup de choses restent donc à faire pour venir à bout de ce drame qui touche annuellement des centaines de femmes togolaises.

En jumelage avec la commune de Lezay, en France

De l'eau pour Dany Elavanyo, au Togo

(suite de la page 6)

village (CDV) rejoint par de plus en plus de jeunes habitants. La vente de vélos expédiés depuis la France a permis la réfection de blocs de latrines qui sont entretenues par deux femmes togolaises pour une indemnisation de 15.000 francs CFA par an. Les partenaires lezéens et togolais étudient actuellement la recherche d'une nouvelle ressource qui permettrait de compléter les apports en eau potable pendant la période critique de la fin

de la saison sèche.

Deux entreprises locales doivent répondre d'ici peu à un appel d'offre. La construction d'un barrage s'avérant impossible car dangereux en période de pluie, on procédera au creusement d'un puits à proximité d'un petit cours d'eau et à l'installation d'une pompe alimentée par des panneaux photovoltaïques. La recherche de financements est en cours, la participation de la région Nouvelle-Aquitaine (45.000 euros) et du mi-

nistère des Affaires étrangères (8.500 euros) étant déjà acquise.

Le comité de jumelage espère maintenant une reprise des activités de son homologue togolais qui connaît actuellement quelques problèmes pour mener ce projet à son terme dans les plus brefs délais et poursuivre parallèlement tout un travail d'information et de formation à la gestion, souligne La Nouvelle République.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°537
DE LOTO KADOO DU 05 Avril 2019

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 538^e tirage de LOTO KADOO.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs dans la plupart des villes du pays.

Toutesfois, la ville de LOME a enregistré un gagnant d'un gros lot. Il s'agit d'un lot de 1.250.000F CFA remporté auprès de l'opérateur 6909.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°539 de LOTO KADOO du 19 Avril 2019

Numéro de base

55 34 26 41 86

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°093
DE LOTO Sam du 06 Avril 2019

Le tirage N°094 du LOTO Sam a eu lieu samedi 13 Avril 2019 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, c'est exclusivement à LOME que des gagnants de gros lots ont été enregistrés.

Ainsi dans la capitale, nous avons recensé trois lots de 1.000.000F CFA, gagnés auprès des opérateurs 30126, 50032, 70239.

Dans les autres villes du pays ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de moins de 1.000.000F CFA, qui ont été enregistrés dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°095 de LOTO SAM du 20 Avril 2019

Numéro de base

09 43 40 85 82

Le Très Haut Débit
continue son parcours !



est désormais présente à

TANDJOUARE

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

